



Les Français et la laïcité

IFOP pour Sud Ouest Dimanche



JF / AB N° 112795

Contacts Ifop :

Jérôme Fourquet / Alexandre Bourguine

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

TEL : 01 45 84 14 44

prenom.nom@ifop.com

FEVRIER 2015

Sommaire

- 1 - La méthodologie	1
- 2 - Les principaux enseignements	3
- 3 - Les résultats de l'étude.....	6
Le principe républicain jugé le plus important.....	7
La définition de la laïcité	11
La conformité perçue des chiffres officiels avec la réalité concernant les incidents pendant les minutes de silence dans les établissements scolaires	14

- 1 -

La méthodologie

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Etude réalisée par l'Ifop pour Sud Ouest Dimanche

Echantillon



Echantillon de **1003** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Méthodologie



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de l'interviewé) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil



Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing) du 3 au 5 février 2015.

- 2 -

Les principaux enseignements

Face à la brutalité des attentats de Charlie Hebdo, de Montrouge et de la porte de Vincennes, l'opinion a vivement réagi en brandissant comme un talisman le concept de laïcité face au fondamentalisme islamique. Interrogés sur les dimensions républicaines perçues comme les plus importantes, les Français placent en effet aujourd'hui très largement en tête cette notion de laïcité (46%), loin devant le suffrage universel (36%), la liberté d'association (8%) ou la libre constitution des partis politiques ou la liberté syndicale (5% chacune). Par rapport à mars 2008, date à laquelle avait pourtant eu lieu le débat sur la « laïcité positive », la hiérarchie des réponses s'est inversée. A l'époque, le suffrage universel s'imposait avec 41%, soit 5 points de plus qu'aujourd'hui devant la laïcité à 30% seulement, mais qui était déjà en légère progression par rapport à 2003 (+5 points). Ce dernier item a donc fait un bond de 16 points par rapport à 2008 et ce mouvement d'opinion spectaculaire est bien sûr à mettre en lien avec les attentats. Cette progression est particulièrement marquée dans l'électorat UMP (+21 points), qui place désormais cette notion devant le suffrage universel (47% contre 40%) alors qu'en 2008 cet item surclassait très largement la laïcité dans l'électorat de droite (53% contre 26%). Le vif regain d'intérêt porté à la laïcité s'exprime avec moins de force dans l'électorat socialiste (+9 points) mais ce dernier s'affichait déjà à l'époque comme plus attaché à cette valeur que l'électorat UMP (36% contre 26%).

Si la laïcité est donc fortement plébiscitée dans le Panthéon des valeurs républicaines, à quoi renvoie-t-elle pour les Français ? Pour 51% des personnes interrogées (-5 points par rapport à une enquête de septembre 2008), elle est d'abord conçue comme « la possibilité laissée à chaque citoyen de pratiquer sa religion ». Pour 25% (+1 point), c'est avant tout « l'interdiction de manifester son appartenance religieuse dans les services publics » quand 14% (en progression de 6 points) y voient le « refus de toute forme de communautarisme » et 10% seulement (-2 points) « l'absence de participation de l'Etat dans l'édification des lieux de culte ». C'est donc toujours une définition « ouverte » de la laïcité qui prévaut aujourd'hui mais deux remarques s'imposent. D'une part, on peut penser dans le contexte actuel que la réponse « la possibilité laissée à chaque citoyen de pratiquer sa religion » englobe sans doute aussi la possibilité laissée à chaque citoyen de ne pas croire ou de ne pas subir celle des autres selon l'adage bien connu : « la liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres ». D'autre part, on observe de fortes différences de définition selon les sensibilités politiques. La « possibilité laissée à chaque citoyen de pratiquer sa religion » est nettement plébiscitée dans l'électorat socialiste (57%) mais moins à l'UMP (47%) et au FN (35%). A l'inverse « l'interdiction de manifester son appartenance religieuse dans les services publics » fait beaucoup plus recette au FN (38%), qu'à l'UMP (29%) ou au PS (19% seulement). Et non seulement des écarts existent entre droite et gauche mais l'impact des attentats a manifestement joué dans des sens opposés dans les deux familles politiques. Entre 2008 et 2015, la « possibilité laissée à chaque citoyen de pratiquer sa religion » passe de 46% à 57% dans l'électorat socialiste mais reflue de 64% à 47% dans celui de l'UMP. Dans le même temps, ce dernier cite désormais davantage « l'interdiction de manifester son appartenance religieuse dans les services publics » (29% contre 21% à l'époque) quand cette définition fait désormais moins recette au sein de l'électorat socialiste (19% contre 30% en 2008) qui opte de plus en plus pour une conception « ouverte ».

L'engouement pour la laïcité place bien évidemment l'école en première ligne. Dans ce contexte, les incidents signalés lors des minutes de silence organisées dans certains établissements scolaires ont constitué, après les attentats, un second choc (certes moins violent) dans l'opinion. Cet émoi a été d'autant plus vif qu'une majorité de Français pensent que ces faits graves ont été assez fréquents. En effet, 53% des personnes interrogées jugent que le chiffre donné par le Ministère de l'Education Nationale de 200 établissements concernés (sur les 64 000 que comptent le pays) est sous-évalué, 22% estimant même qu'il est très sous-évalué contre 31% un peu sous-évalué. Seuls 38% le perçoivent comme conforme à la réalité et 9% surévalué. Assez logiquement, plus les interviewés se situent à droite plus ils adhèrent à l'idée que des incidents ont lieu dans davantage d'établissements : 65% à l'UMP et 70% au FN (dont 41% de ses sympathisants qui pensent que les chiffres officiels sont « très sous-évalués ») mais même l'électorat socialiste, 45% optent pour une sous-évaluation de ce phénomène inquiétant.

- 3 -

Les résultats de l'étude

Le principe républicain jugé le plus important

Question : Parmi les grands principes républicains suivants, lequel est selon vous le plus important ?

- Récapitulatif : En premier -

	Rappel Juin 2003 ¹ (%)	Rappel Mars 2008 ² (%)	Février 2015 (%)	<i>Evolutions</i>
• La laïcité	25	30	46	+16
• Le suffrage universel	42	41	36	-5
• La liberté d'association	9	9	8	-1
• La libre constitution des partis politiques	7	8	5	-3
• La liberté syndicale	14	12	5	-7
• Nsp	3	-	-	-
TOTAL.....	100	100	100	

¹ Etude réalisée par l'Ifop pour le Journal du Dimanche les 12 et 13 juin 2003 auprès d'un échantillon de **960** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus

² Etude réalisée par l'Ifop pour La Croix les 6 et 7 mars 2008 auprès d'un échantillon de **959** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus

Le principe républicain jugé le plus important

Question : Parmi les grands principes républicains suivants, lequel est selon vous le plus important ? En premier ? Et ensuite ?

- Comparatif 2008 / 2015 -

	<i>En premier Mars 2008</i> (%)	En premier Février 2015 (%)	<i>Total des citations Mars 2008</i> (%)	Total des citations Février 2015 (%)
• La laïcité	30	46	58	71
• Le suffrage universel	41	36	71	72
• La liberté d'association	9	8	24	27
• La libre constitution des partis politiques	8	5	20	15
• La liberté syndicale	12	5	25	15
TOTAL	100	100	(*)	(*)

(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses

Le principe républicain jugé le plus important

En premier

	La laïcité	Le suffrage universel	La liberté d'association	La libre constitution des partis politiques	La liberté syndicale
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
ENSEMBLE	46	36	8	5	5
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)					
Homme	41	39	8	6	6
Femme	52	33	7	4	4
AGE DE L'INTERVIEWE(E)					
Moins de 35 ans	47	32	11	5	5
18 à 24 ans	43	36	11	4	6
25 à 34 ans	49	30	11	6	4
35 ans et plus	47	37	6	5	5
35 à 49 ans	46	33	11	4	6
50 à 64 ans	52	35	4	4	5
65 à 74 ans	44	44	3	7	2
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)					
ACTIF	48	33	8	5	6
CSP+	48	37	7	5	3
Artisan ou commerçant	49	35	4	10	2
Profession libérale, cadre supérieur	46	41	8	3	2
Profession intermédiaire	52	36	6	2	4
CSP-	47	29	10	6	8
Employé	46	33	11	4	6
Ouvrier	49	24	9	8	10
INACTIF	44	40	7	6	3
Retraité	45	44	3	6	2
Autre inactif	43	33	13	4	7
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)					
Salarié	49	33	9	4	5
Salarié du secteur public	45	34	12	1	8
Salarié du secteur privé	50	32	7	6	5
Indépendant sans salarié / Employeur	43	40	4	6	7
CATEGORIE D'AGGLOMERATION					
Communes rurales	44	42	7	4	3
Communes urbaines de province	47	34	8	5	6
Agglomération parisienne	52	34	7	5	2
REGION					
Région parisienne	50	35	7	5	3
Province	46	36	8	5	5
Nord est	42	38	8	7	5
Nord ouest	42	36	9	5	8
Sud ouest	50	37	6	3	4
Sud est	52	34	7	4	3
PROXIMITE POLITIQUE					
Gauche	47	37	5	4	7
Front de Gauche	53	33	2	4	8
Parti Socialiste	45	40	5	3	7
Europe Ecologie / Les Verts	49	33	11	7	-
Modem	46	41	9	2	2
Droite	46	37	8	6	3
UDI	41	45	8	4	2
UMP	47	40	6	6	1
Front National	47	33	9	6	5
Aucune formation politique	48	32	10	5	5
VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2012 (1er tour)					
Jean-Luc Mélenchon	54	34	2	2	8
François Hollande	49	37	4	4	6
François Bayrou	43	41	7	6	3
Nicolas Sarkozy	46	40	5	6	3
Marine Le Pen	44	38	9	6	3

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

Le principe républicain jugé le plus important

Total des citations

	Le suffrage universel	La laïcité	La liberté d'association	La libre constitution des partis politiques	La liberté syndicale
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
ENSEMBLE	72	71	27	15	15
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)					
Homme	72	69	28	17	14
Femme	72	73	26	15	15
AGE DE L'INTERVIEWE(E)					
Moins de 35 ans	71	70	32	12	16
18 à 24 ans	69	72	34	11	16
25 à 34 ans	73	68	31	12	15
35 ans et plus	72	72	25	17	14
35 à 49 ans	64	71	31	16	18
50 à 64 ans	70	74	25	15	16
65 à 74 ans	84	70	19	20	7
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)					
ACTIF	68	71	29	15	17
CSP+	75	74	26	16	9
Artisan ou commerçant	71	74	26	25	5
Profession libérale, cadre supérieur	79	75	24	13	9
Profession intermédiaire	74	71	24	15	16
CSP-	62	69	33	14	22
Employé	63	70	34	14	19
Ouvrier	61	68	32	14	25
INACTIF	77	71	24	17	11
Retraité	83	72	20	19	7
Autre inactif	66	71	32	13	19
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)					
Salarié	68	72	29	14	18
Salarié du secteur public	67	69	30	13	21
Salarié du secteur privé	68	72	29	14	17
Indépendant sans salarié / Employeur	75	65	29	19	12
CATEGORIE D'AGGLOMERATION					
Communes rurales	75	68	30	16	12
Communes urbaines de province	70	71	26	15	17
Agglomération parisienne	73	75	26	15	11
REGION					
Région parisienne	73	77	25	14	10
Province	72	70	27	16	16
Nord est	72	60	28	20	20
Nord ouest	71	70	29	15	16
Sud ouest	77	77	20	14	12
Sud est	70	75	28	14	13
PROXIMITE POLITIQUE					
Gauche	73	75	22	13	17
Front de Gauche	69	80	15	9	26
Parti Socialiste	78	73	23	13	14
Europe Ecologie / Les Verts	67	74	28	22	8
Modem	79	70	32	15	4
Droite	75	69	23	19	14
UDI	90	76	12	14	8
UMP	81	73	25	16	6
Front National	65	64	25	21	25
Aucune formation politique	67	70	35	14	15
VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2012 (1er tour)					
Jean-Luc Mélenchon	72	81	22	5	19
François Hollande	72	76	24	14	14
François Bayrou	79	65	27	22	8
Nicolas Sarkozy	80	72	19	18	10
Marine Le Pen	66	63	29	20	22

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

La définition de la laïcité

Question : Comment définiriez-vous la laïcité ? Est-ce selon vous....

	Rappel Nov. 2005 ³ (%)	Rappel Janv. 2008 ⁴ (%)	Rappel Sept. 2008 ⁵ (%)	Février 2015 (%)	<i>Evolutions</i>
• La possibilité laissée à chaque citoyen de pratiquer sa religion	51	54	56	51	-5
• L'interdiction de manifester son appartenance religieuse dans les services publics	30	22	24	25	+1
• Le refus de toute forme de communautarisme	11	12	8	14	+6
• L'absence de participation de l'Etat dans l'édification des lieux de culte	8	12	12	10	-2
TOTAL	100	100	100	100	

³ Sondage Ifop pour Acteurs Publics réalisé auprès d'un échantillon national représentatif de 957 personnes âgées de 18 ans et plus du 9 au 10 novembre 2005.

⁴ Sondage Ifop pour Valeurs Actuelles réalisé auprès d'un échantillon national représentatif de 1003 personnes âgées de 18 ans et plus du 21 au 22 janvier 2008

⁵ Sondage Ifop pour Valeurs Actuelles réalisé auprès d'un échantillon national représentatif de 1023 personnes âgées de 18 ans et plus le 15 septembre 2008

La définition de la laïcité

Question : Comment définiriez-vous la laïcité ? Est-ce selon vous....

	Ensemble (%)	Symp. PS (%)	Symp. UMP (%)	Symp. FN (%)
• La possibilité laissée à chaque citoyen de pratiquer sa religion	51	57	47	35
• L'interdiction de manifester son appartenance religieuse dans les services publics	25	19	29	38
• Le refus de toute forme de communautarisme	14	17	14	15
• L'absence de participation de l'Etat dans l'édification des lieux de culte	10	7	10	12
TOTAL	100	100	100	100

La définition de la laïcité

	La possibilité laissée à chaque citoyen de pratiquer sa religion	L'interdiction de manifestar son appartenance religieuse dans les services publics	Le refus de toute forme de communautarisme	L'absence de partici- pation de l'Etat dans l'édification des lieux de culte
	(%)	(%)	(%)	(%)
ENSEMBLE	51	25	14	10
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)				
Homme	49	24	16	11
Femme	52	27	12	9
AGE DE L'INTERVIEWE(E)				
Moins de 35 ans	53	26	10	11
18 à 24 ans	54	25	7	14
25 à 34 ans	52	26	12	10
35 ans et plus	49	25	16	10
35 à 49 ans	47	29	15	9
50 à 64 ans	50	23	16	11
65 à 74 ans	52	24	15	9
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)				
ACTIF	49	27	14	10
CSP+	53	23	19	5
Artisan ou commerçant	60	22	15	3
Profession libérale, cadre supérieur	49	25	20	6
Profession intermédiaire	43	30	12	15
CSP-	51	27	13	9
Employé	50	28	11	11
Ouvrier	52	25	16	7
INACTIF	52	23	14	11
Retraité	51	23	16	10
Autre inactif	53	23	10	14
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)				
Salarié	49	27	14	10
Salarié du secteur public	43	26	17	14
Salarié du secteur privé	51	27	13	9
Indépendant sans salarié / Employeur	52	24	19	5
CATEGORIE D'AGGLOMERATION				
Communes rurales	53	26	11	10
Communes urbaines de province	49	24	16	11
Agglomération parisienne	49	29	13	9
REGION				
Région parisienne	51	27	12	10
Province	50	25	15	10
Nord est	51	28	12	9
Nord ouest	52	24	14	10
Sud ouest	50	19	20	11
Sud est	49	25	15	11
PROXIMITE POLITIQUE				
Gauche	52	23	15	10
Front de Gauche	44	20	16	20
Parti Socialiste	57	19	17	7
Europe Ecologie / Les Verts	48	33	10	9
Modem	54	12	23	11
Droite	44	31	15	10
UDI	64	20	12	4
UMP	47	29	14	10
Front National	35	38	15	12
Aucune formation politique	55	24	11	10
VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2012 (1er tour)				
Jean-Luc Mélenchon	49	28	8	15
François Hollande	59	19	16	6
François Bayrou	45	23	22	10
Nicolas Sarkozy	50	26	15	9
Marine Le Pen	38	32	16	14

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

La conformité perçue des chiffres officiels avec la réalité concernant les incidents pendant les minutes de silence dans les établissements scolaires

Question : Le Ministère de l'Education Nationale a annoncé que lors des minutes de silence organisées à la mémoire des victimes des attentats, des incidents avaient eu lieu dans environ 200 établissements sur les 64 000 que compte la France. Selon vous, est-ce que ce chiffre de 200 établissements concernés par des incidents (sur un total de 64 000) vous semble... ?

	Ensemble (%)	Symp. PS (%)	Symp. UMP (%)	Symp. FN (%)
TOTAL Sous-évalué	53	45	65	70
• Très sous-évalué	22	13	29	41
• Un peu sous-évalué	31	32	36	29
Conforme à la réalité	38	46	30	23
TOTAL Sur-évalué	9	9	5	7
• Un peu sur-évalué	6	7	4	5
• Très sur-évalué	3	2	1	2
TOTAL	100	100	100	100

La conformité perçue des chiffres officiels avec la réalité concernant les incidents pendant les minutes de silence dans les établissements scolaires

	TOTAL Sous- évalué (%)	Très sous- évalué (%)	Un peu sous- évalué (%)	Conforme à la réalité (%)	TOTAL Sur-évalué (%)	Un peu sur-évalué (%)	Très sur-évalué (%)
ENSEMBLE	53	22	31	38	9	6	3
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)							
Homme	57	27	30	34	9	6	3
Femme	50	17	33	41	9	6	3
AGE DE L'INTERVIEWE(E)							
Moins de 35 ans	52	14	38	39	9	6	3
18 à 24 ans	47	12	35	43	10	5	5
25 à 34 ans	55	15	40	36	9	7	2
35 ans et plus	54	25	29	38	8	5	3
35 à 49 ans	51	21	30	37	12	9	3
50 à 64 ans	53	25	28	40	7	4	3
65 à 74 ans	60	29	31	35	5	2	3
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)							
ACTIF	53	20	33	38	9	6	3
CSP+	53	23	30	42	5	4	1
Artisan ou commerçant	57	23	34	39	4	2	2
Profession libérale, cadre supérieur	54	23	31	40	6	5	1
Profession intermédiaire	52	19	33	37	11	7	4
CSP-	53	19	34	37	10	6	4
Employé	51	17	34	39	10	6	4
Ouvrier	54	21	33	35	11	8	3
INACTIF	54	24	30	38	8	5	3
Retraité	58	27	31	37	5	2	3
Autre inactif	48	18	30	39	13	10	3
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)							
Salarié	53	20	33	37	10	7	3
Salarié du secteur public	48	16	32	40	12	7	5
Salarié du secteur privé	55	21	34	36	9	6	3
Indépendant sans salarié / Employeur	49	26	23	51	-	-	-
CATEGORIE D'AGGLOMERATION							
Communes rurales	55	20	35	41	4	3	1
Communes urbaines de province	53	21	32	36	11	7	4
Agglomération parisienne	52	25	27	40	8	5	3
REGION							
Région parisienne	52	23	29	40	8	5	3
Province	53	21	32	38	9	6	3
Nord est	49	19	30	41	10	6	4
Nord ouest	53	20	33	39	8	5	3
Sud ouest	53	21	32	42	5	3	2
Sud est	58	25	33	32	10	7	3
PROXIMITE POLITIQUE							
Gauche	45	16	29	44	11	8	3
Front de Gauche	39	12	27	48	13	9	4
Parti Socialiste	45	13	32	46	9	7	2
Europe Ecologie / Les Verts	45	17	28	42	13	11	2
Modem	51	17	34	42	7	1	6
Droite	67	34	33	28	5	4	1
UDI	64	24	40	34	2	2	-
UMP	65	29	36	30	5	4	1
Front National	70	41	29	23	7	5	2
Aucune formation politique	46	15	31	43	11	6	5
VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2012 (1er tour)							
Jean-Luc Mélenchon	42	13	29	48	10	7	3
François Hollande	46	15	31	46	8	6	2
François Bayrou	55	22	33	39	6	3	3
Nicolas Sarkozy	64	30	34	31	5	4	1
Marine Le Pen	65	34	31	29	6	4	2

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs